

G7 2025 à Kananaskis :

La solidarité internationale et la nutrition sont mises sur la touche.

Par un collectif d'organisations de solidarité internationale françaises engagées contre la malnutrition.



Dans un contexte de crises mondiales multipliées, le G7 2026 présidé par le Canada, s'est déroulé sans réelle prise en considération des enjeux de solidarité internationale, se concentrant essentiellement sur des enjeux commerciaux et technologiques. Le développement durable et la coopération ont été discutés par le prisme des partenariats avec le secteur privé et des banques multilatérales, actant encore un peu plus le retrait des Etats occidentaux dans la quête de réalisation des Objectifs de Développement Durable. Les Etats du G7 ont préféré renvoyer ces discussions à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement organisée par les Nations Unies, à Séville.

Nous déplorons que le renforcement de la solidarité internationale n'ait pas été un sujet et la nutrition une grande absente. Pourtant l'année 2025 marquait jusque-là un tournant pour l'une des politiques de développement les plus efficaces.

Alors que le départ des Etats-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fragilise l'institution, les 193 Etats membres restants ont réaffirmé leur engagement pour le multilatéralisme lors de la 78^e Assemblée mondiale de la santé (AMS 78). En adoptant la [résolution portée par l'Irlande et l'Ethiopie](#) sur l'extension des Cibles mondiales pour la nutrition et la [résolution portée par le Nigéria](#) visant à renforcer le financement de la santé à l'échelle mondiale, la communauté internationale se dote d'objectifs politiques, opérationnels et financiers pour lutter contre la malnutrition et oeuvrer à une meilleure santé mondiale.

La France elle, a accueilli le sommet Nutrition for Growth et peut se féliciter d'avoir mobilisé [près de 30 milliards de dollars d'engagements](#) en faveur de la nutrition, grâce notamment à la contribution déterminée des banques de développement mondiale et africaine, et ce, malgré l'absence de grands contributeurs traditionnels comme les États-Unis ou le Royaume-Uni. Par les voix du président Emmanuel Macron et du ministre délégué Thani Mohamed Soilihi, la France a souligné l'importance de surveiller la mise en œuvre des engagements sur la durée, citant le G7 en 2026 comme point d'étape. Le message est clair, investir dans la nutrition, c'est investir dans l'avenir.

Néanmoins, en 2024, 18,2 millions d'enfants ont été confrontés à la faim dès leur naissance et 14 millions risquent de perdre l'accès à des services nutritionnels vitaux en 2025, en raison de coupes budgétaires mondiales de l'APD, notamment dans les contextes de crise comme Gaza, l'Ukraine, Haïti, le Soudan et la RDC.

Plus particulièrement, la montée des discours isolationnistes et la récente coupe de 2 milliards d'euros sur l'aide publique au développement française nous questionnent sur la capacité, voire la volonté de la France, à respecter ses engagements. Au sommet N4G, la France n'a annoncé que 750 millions d'euros pour la lutte contre la malnutrition d'ici 2030, soit un niveau d'engagement inférieur aux 800 millions d'euros de la période 2019-2023, bien loin des 1,5 milliard demandés par nos organisations.

Par ce communiqué, nous appelons la France à faire de la nutrition une réelle priorité politique claire et visible de sa présidence du G7 à venir, en portant une voix ambitieuse et cohérente avec ses engagements pris lors du N4G.

Pour respecter ses engagements et au regard des besoins en matière de malnutrition il sera crucial pour la France que le Quai d'Orsay et Bercy s'accordent à joindre la parole aux actes en reprenant une trajectoire d'APD ascendante.

Pour assurer le suivi de la mise en œuvre des engagements nutrition, nous demandons à la France qu'elle prenne la tête d'un groupe de volontaires pour maintenir les efforts et la continuité du N4G, aux côtés des anciens et futurs hôtes du sommet: le Brésil, l'Australie, la Grande-Bretagne, le Japon.

Enfin, durant sa présidence du G7 en 2026, nous demandons à la France d'inclure un point de suivi dédié aux engagements pris dans le cadre du N4G ainsi qu'aux Cibles mondiales pour la nutrition – un signal fort pour que la nutrition soit reconnue comme un levier central du développement et reste une priorité stratégique au plus haut niveau international.

Nos organisations restent mobilisées pour maintenir les efforts engagés pour renforcer la santé mondiale et la sécurité nutritionnelle.